La faim, l'écran et le miroir

Les moyens d'information, mais plus particulièrement la télévision, nous font vivre en direct les misères de la planète. Vivre, c'est un grand mot. Disons plutôt qu'ils nous font spectateurs, qu'ils nous obligent à ne rien ignorer, dans les limites de l'organisation de l'information mondiale. Matin, midi et soir, les faméliques du Sahel sont à notre table. Malaise, pour le moins.

Colère, indignation face à toutes les surproductions d'une partie du monde et à la pénurie qui transforme l'autre partie en un enfer. Techniques sophistiquées et moyens matériels impressionnants, conquête de l'espace et « maîtrise » de l'énergie nucléaire, et, simultanément, recherche désespérée de l'élémentaire, le pain et l'eau. Echec radical de la société humaine.

Sentiment d'impuissance, enfin. La survie des populations affamées exige des solutions immédiates. Même si l'aide est suffisante et rapide, il ne s'agit que d'un emplâtre, on le sait. Sauver des populations de la famine, c'est souvent les condamner à une nouvelle dépendance.

D'où la tentation des explications simples. Pour les uns, le drame du tiers monde est une séquelle de la colonisation et le résultat de la domination implacable du monde développé. Pour les autres, une preuve supplémentaire de l'infériorité de certains peuples.

Mais la réalité n'est pas si abrupte. Une analyse, même superficielle, montre un complexe de facteurs: structures coloniales, échanges inégaux entre le Nord et le Sud certes, mais aussi jeu cynique des grandes puissances, caprices de la météorologie, erreurs des dirigeants de ces pays, quelques têtes de chapitre parmi d'autres. Ce qui n'est guère réjouissant quant à l'impact possible d'une action.

Face à ce défi planétaire, nos petits soucis helvétiques ne paraissent pas à la hauteur. Une lectrice du Pérou parle de « soucis de nantis face au gigantisme des problèmes » de ce pays.

Certes, la disproportion est flagrante et l'indignation face à la misère d'une partie de nos semblables, nécessaire pour que ne s'installe pas l'habitude. Mais l'indignation seule peut être aussi confort intellectuel. Lorsque dans DP nous abordons des thèmes de politique agricole, l'aide au développement, la gestion des déchets, l'énergie ou le contrôle des banques, c'est une manière, bien modeste, de mettre en question, dans notre sphère d'influence, notre usage des ressources naturelles, nos rapports économiques avec le monde. Ces « soucis de nantis », selon le regard qu'on leur porte, ne sont pas sans rapport avec les drames du monde.

J. D.

DOMAINE PUBLIC

Le rouge et le noir

L'aviez-vous noté? Une petite ligne a changé dans le générique de DP en première page, la semaine passée: salut discret à la vingt-deuxième année de parution. Un fameux bail.

Aujourd'hui, nouveau changement, plus visible celui-là: disparition du titre en rouge, inauguré il y a un an, pour DP 695.

Entre ces deux mini-événements à l'échelle de la vie hebdomadaire de DP, un lien plus net qu'il n'y paraît au premier abord: seule une gestion très stricte des ressources de DP permet de tenir le pari d'une parution de longue durée dans des conditions acceptables. A tout prendre, nous avons préféré renoncer au « rouge » de l'enseigne, pour consacrer les sommes ainsi économisées à garantir l'avenir matériel du journal (avec possibilité d'« extra » sur le modèle du numéro spécial « réfugiés »). Qu'on se rassure donc: pas de symbole dans cette mue! DP continuera d'afficher sa couleur nettement. Dans le texte.

J. A. 1000 Lausanne 1

Hebdomadaire romand
N° 751 15 novembre 1984

Rédacteur responsable:
Laurent Bonnard

Le numéro: 1 franc
Abonnement
pour une année: 55 francs
Vingt-deuxième année

Administration, rédaction:
1002 Lausanne, case 2612
1003 Lausanne, Saint-Pierre 1
Tél. 021 / 22 69 10
CCP 10-155 27

Imprimerie des Arts et Métiers SA

Ont collaboré à ce numéro:
Jean-Pierre Bossy
François Brutsch
Jean-Daniel Delley
André Gavillet
Jean-Claude Hennet
Yvette Jaggi
Charles-F. Pochon
Victor Ruffy

Points de vue:
Hélène Bezençon
Jeanlouis Cornuz
Edmond Kaiser

751

Assurance-maladie: voyons les choses en face!

Politique de la santé en Suisse: même une réforme réussie de l'assurance-maladie ne ferait pas le printemps. C'est tout dire et c'est situer l'ampleur des problèmes à résoudre qui dépassent encore largement le champ des controverses actuelles. C'est dire aussi que nous partageons tout à fait le scepticisme et l'indignation de Pierre Gilliland, l'autre jour à la Radio romande («Diagnostic économique» du 27 octobre), une voix que les lecteurs de DP connaissent bien, depuis des années. Citons encore, pour marquer le coup:

(...) Ecoutez le concert des lamentations et des récriminations. Ce sont les mêmes pleurs que l'on entendait il y a une dizaine d'années. Selon un schéma classique, la votation sur l'assurance-maladie échouait alors, les voix se dispersant sur une initiative et un contre-projet.

Dix ans déjà! Malgré sa mauvaise mine, l'assurance-maladie, moribonde, est solide encore. Ses maux ne sont pourtant pas imaginaires.

Plusieurs projets de révision se sont lamentablement enlisés. Au nom de grands principes, chacun y va de sa petite idée, de son petit remède, de son petit truc, de son petit machin. De grandes conférences secouent les esprits, à la recherche d'une solution passe-partout. En fait, il s'agit d'une quête du plus petit dénominateur commun.

Le Conseil national a commencé de discuter un programme d'urgence, sorte de révision partielle de révision partielle. Mais écoutez donc: «C'en est trop et pas assez»! Si ses propositions ne sont pas suffisamment prises en compte, le Concordat des caisses-maladie lancera un référendum! Si des contraintes tarifaires sont imposées, la Fédération des médecins suisses lancera un référendum! Si des mesures de planification sont retenues, afin d'éviter que ne s'accroisse encore la surcapacité en équipements hospitaliers, l'Association des cliniques

privées lancera un référendum! Ainsi, le recours à un instrument de notre démocratie sert à brandir des menaces et à défendre des intérêts particuliers.

Les perspectives. A court et moyen terme:

Mais dans deux mois, il y aura une XIème hausse des cotisations, de l'ordre de 20 à 30%. Silencieusement, elle enverra des vieux et des vieilles devant les guichets de l'assistance publique, ou dans des homes qui leur accorderont refuge. Elle pénalisera les familles, qui subiront autant de hausses que le nombre de leurs membres. Quel travail!

Et ce constat:

Le système actuel d'assurance maladie est foutu. Tout le monde le sait. Mais presque tout le monde le tait.

D'urgence, il faut administrer des remèdes à la moribonde. Mais à terme, on ne fera pas l'économie d'une refonte complète.

Une éclaircie dans ce paysage désolant, le travail du professeur Marc-Henri Amsler¹ qui propose des principes nouveaux pour une révision fondamentale de l'assurance-maladie avec une idée directrice: «réactiver le sens de la responsabilité auprès de tous les milieux concernés par les problèmes liés à la santé». Nous reviendrons sur cette réflexion, mais d'ores et déjà il faut dire qu'un des piliers de ce «modèle» permettra de s'attaquer au moins à l'un des défauts majeurs du système actuel: concernant les frais ambulatoires (médecin, pharmacie, soins à domicile), seraient assurées non les personnes prises individuellement, mais les familles en tant que telles, la «cotisation familiale» étant, en francs, la même pour chaque famille et la famille prenant en charge les frais ambulatoires occasionnés par ses membres jusqu'à un certain plafond par an, appelé *franchise annuelle familiale* (faf), elle-même fixée en fonction du revenu familial.

¹ «Le modèle FAF», M.-H. Amsler, cahier (n° 10/84) publié par l'Institut de sciences actuarielles de l'Université de Lausanne (adresse utile: BFSH, 1015 Lausanne-Dorigny).

Scolairement dit

Historiquement. A ceux que pourraient lasser les discussions sur l'école, parce que cela ne les concerne pas familialement ou parce qu'il s'agit d'une page de leur vie heureusement tournée (le plaisir d'être adulte!), il faut philosophiquement faire constater qu'aucune société n'évolue sans remettre en cause les canaux de la transmission du savoir. Renaissance et Réforme, Vaud va bientôt célébrer le 450^e anniversaire de son Académie, d'abord pépinière de pasteurs, puis devenue Université. Le XVII^e et le XVIII^e siècles voient la lente extension de l'enseignement secondaire et le goût des sciences neuves. La Suisse romande a été, par exemple, le centre d'une fantastique diffusion de l'Encyclopédie de Diderot. Et les progrès de l'école obligatoire au XIX^e et la lente ouverture des études longues au XX^e, etc.

Pourquoi donc, à la fin du XX^e siècle, quand les médias et l'informatique bouleversent la société, l'école, qui prépare à cette société-là, resterait-elle dans sa tour d'ivoire?

Localement. En dehors de ces généralités, il y a, dans le canton de Vaud, un problème spécifique: une structure scolaire indéfendable, faite de sélection précoce, de concours d'admission à dix ans de division hiérarchisée dans leur dignité.

Depuis plus de vingt ans, de discussions lassantes en commission, le problème pourrit.

La question que l'initiative scolaire pose est celle de la réforme: Vaud fera-t-il la sienne dans la clarté; Vaud rejoindra-t-il, tout en développant des modalités originales d'orientation, la structure que connaissent les autres cantons romands?

Il existerait une volonté réformatrice dans le canton pour autant que la structure tienne compte des particularités régionales: population, ici très concentrée, là disséminée. Politiquement, cette majorité se dégage mal: le parti radical subit la pression

de ses partenaires libéraux, y résiste et y cède à la fois, n'osant franchement prendre la direction — sur cet objet particulier qui n'impliquerait pas un renversement des alliances — d'un projet de centre-gauche.

Ce qui à Neuchâtel et dans le Jura se discute dans un large accord, franchissant les frontières politiques, devient, dans le canton de Vaud, politisé et marchandé, quitte à faire fi, dans les contre-propositions gouvernementales, des données élémentaires de la pédagogie: comment peut-on demander à des maîtres nouveaux d'orienter en quelques mois toute une volée scolaire? L'initiative, elle, en termes clairs, pose la question de principe d'une réforme vraie. Le peuple tranchera, enfin.

Redistribution. On observe que les débats, très suivis dans chaque district, réunissent un public, lui non politisé, soucieux de s'informer. Ce public, parfois désorienté quand la discussion devient technique, se révèle allergique à la politisation que tente la droite dans le style usé: «Attention, on va tout socialiser, à commencer par l'école; derrière cette initiative, il y a des gauchistes, etc...»

Ce langage ne porte pas, pas plus que le mépris dans lequel les adversaires de l'initiative tiennent les parents, jugés incapables d'une appréciation sérieuse concernant leur enfant.

Cette rupture évidente avec la langue de bois de la politique vaudoise gouvernementale est, à elle seule, un des mérites de l'initiative.

Parce que l'initiative pose sérieusement un problème sérieux, elle rompt le cadre de la politisation. A ce titre, elle mérite d'être défendue, pour elle-même.

A. G.

PS. Réforme scolaire vaudoise: les lecteurs de «Domaine Public» sont au parfum... pour avoir suivi dans ces colonnes, pas à pas et depuis des années, l'avancement (si l'on peut dire!) des travaux. Ils peuvent compter sur nous pour continuer à éclairer les enjeux avec obstination, avant comme

après le 2 décembre, date de la votation cantonale sur l'initiative «Une meilleure école pour tous». Sur ce sujet crucial, ils liront notamment des contributions d'André Gavillet, telle celle qu'il signe cette semaine. Signalons qu'André Gavillet vient de publier une brochure (adresse utile: UMEPT, c.p. 2395, 1002 Lausanne) résumant les raisons de son engagement, décortiquant le système scolaire vaudois et précisant l'importance de la décision qui interviendra dans quelque deux semaines. Un document de référence, des points de repère clairs qui permettront d'éviter les pièges de la campagne d'«information» officielle dont nous avons d'ores et déjà donné un aperçu dans DP 749, sous le titre «La guerre des mots». Réd.

LE CARNET DE JEANLOUIS CORNUZ

Moscou, son œil et son fric

Vous avez lu les révélations de *24 Heures* concernant l'argent versé par les Soviétiques au Parti du Travail? Des centaines de mille francs!

Enfin toute la lumière! Enfin toute la vérité!

C'est vrai, ça. Voilà belle lurette que je me demandais:

1. D'où venait l'argent qui finançait la «Voix Ouvrière» (VO). Car enfin, vous vous souvenez: au début, juste après la guerre, ce misérable hebdomadaire qu'était la «VO», paraissant sur quelques feuilles. Et puis peu à peu, la croissance, le développement, jusqu'au luxueux quotidien que nous connaissons, avec sa légion de rédacteurs grassement payés, ses collaborateurs prestigieux, mais touchant vraisemblablement d'énormes cachets, etc. — je vous le demande: d'où vient l'argent?

2. D'où venait la fortune *personnelle* de tel ou tel membre du Parti du Travail. Je ne prends qu'un seul exemple, celui du camarade André Muret. Nous sommes quelques-uns à nous rappeler encore le papa Muret qui, chômeur, gagnait quelques sous à pêler la neige en hiver. Et son fils — André

Muret, donc — commençant je dirais presque indigent, et après trente ans ou quarante ans passés à la rédaction de cette même «VO» dont je parlais plus haut, se retirant fortune faite, multimillionnaire — je vous le demande: d'où vient l'argent? Ou plus exactement, je me demandais... Aujourd'hui, grâce à *24 Heures* et aux révélations de Nicolas Polianski, ex-agent du KGB, je sais: la «VO», le POP n'avaient nullement besoin de cet argent, puisque les Soviétiques payaient, et combien largement!

... Je vous vois venir:

Vous allez me dire que le ridicule ne tue pas, et que, comme l'écrivait Flaubert, rien ne donne une meilleure idée de l'infini que la bêtise humaine.

Vous allez me dire que je déforme systématiquement les faits. Que tout au contraire, fils du docteur Muret et membre d'une vieille famille vaudoise, André Muret a connu une enfance, puis une jeunesse aisées, mais que par la suite, secondé et entraîné tout à la fois par une femme admirable, Charlotte Muret, il a presque tout donné à son parti... Que tout au contraire la «VO», quotidien pendant des années, n'est plus aujourd'hui qu'un modeste hebdomadaire, faute de moyens financiers (et grâce à des tarifs postaux judicieusement calculés, qui font que seuls les grands journaux, qui ont leur propre service de distribution, peuvent survivre — la *Gazette de Lausanne*, la *Sentinelle*, *Die Tat*, en savent quelque chose).

Avec cet esprit incroyablement tordu qui est le vôtre, vous allez faire un rapprochement entre les articles parus dans *24 Heures*, et sur le même sujet à peu près, un autre article paru, celui-là, dans *Le Matin*, et qui s'est révélé reposer sur un document *falsifié*, sur une photo manipulée — si bien que mon Dieu, le grand frère, *24 Heures*, a volé au secours du petit frère, *Le Matin*, dans un sentiment d'amitié fraternelle profondément émouvant...

Vous allez me dire...

Bien, puisque vous voulez à tout prix ergoter, restons-en là et changeons de sujet: Vous avez lu le dernier roman de Barilier? Et l'exposition FOR-MAT, vous avez vu?

J. C.

Pas trop fiers, mais bien contents

L'armée a ses plans directeurs, l'agriculture ses rapports. Comme si le Conseil fédéral éprouvait le besoin de s'expliquer périodiquement sur ces deux gros postes de dépenses, qui représentent ensemble environ trente pour-cent du budget de la Confédération, et suscitent à tous moments des débats-fleuve aux Chambres.

Ainsi, tous les sept ou huit ans, sous couverture verte comme il se doit, paraît le Rapport sur l'agriculture.

Le sixième du genre vient de sortir de presse, dont il vaut la peine de faire une lecture comparative. Sans se laisser impressionner par l'augmentation du volume d'une édition à l'autre (184 pages en 1969, 280 pages en 1976, 352 pages en 1984), pour une même matière, ventilée en trois parties: évolution de l'agriculture depuis le dernier rapport, mesures prises dans l'intervalle en matière de politique agricole, et grandes lignes de ladite politique pour les années à venir.

Rien à signaler au niveau du ton: il reste le même, à la fois résigné et satisfait. La recherche de solutions différentes s'avérant infructueuse, l'autorité choisit de justifier la politique pratiquée, «faute de mieux». On n'est pas trop fier, mais quand même bien content. Et tant pis pour ces hurluberlus qui s'imaginent pouvoir par exemple marier le vert et le vert, celui de l'agriculture avec celui de l'écologie; voyez-moi ces naïfs, qui préconisent des techniques douces là où l'exiguïté du sol et la mécanique des subventions impliquent au contraire une agriculture intensive et productiviste à outrance.

Comme aime à le dire Jean-Claude Piot, le patron de la grande machine agricole suisse, «les excédents sont la sanction de notre efficacité». Toujours ce mélange de fatalisme et d'autosatisfaction. On n'a pas pu beaucoup, mais on a fait tout ce qu'on a pu.

Mais il faut la peine de s'intéresser au fond du Sixième rapport, et plus précisément d'en comparer les conclusions avec celles des documents précédents. Et là on perçoit sans difficulté — même l'Agence télégraphique suisse et la presse non spécialisée s'en sont avisées — un déplacement des priorités en matière de politique agricole. Oh! rien à craindre, il n'y a pas péril en le domaine; mais tout de même, la pure et simple extrapolation n'est plus de rigueur, notamment en matière de revenu agricole. Il faut dire que si les trois derniers rapports ont été préparés pendant l'ère Piot, chef de l'Office fédéral de l'agriculture (encore souvent dénommé «division»), le sixième et dernier n'a de loin pas été rédigé entièrement du temps du radical Honegger, finalement à peine moins agricophile que son prédécesseur Brugger. Et le démocrate-chrétien Furgler, passé le 1^{er} janvier 1983 à la tête de l'Economie publique, n'a pas manqué de vouloir poser sa griffe sur le rapport en gestation — qui a du coup pris une année de retard. D'où les infléchissements constatés par tout lecteur attentif.

Pour illustration, prenons le cas déjà évoqué du revenu agricole. Jusqu'ici, la politique agricole disait poursuivre le but, lointain mais indiscuté, de procurer au producteur des champs un revenu analogue à celui de l'ouvrier des villes. Et de se lancer dans de délicates comparaisons entre leurs rémunérations-horaire respectives; avec pour résultat de faire apparaître régulièrement un écart plus ou moins grand en défaveur des paysans de la plaine, et un déficit immense, déprimant, ineffaçable au détriment des agriculteurs de montagne. Le fossé paraît impossible à combler; même les

importants moyens financiers mis à disposition n'y suffiront pas. D'où, la crise générale et l'insécurité de l'emploi urbain aidant, le renoncement au tabou du revenu paritaire. Non que le conseiller fédéral Furgler demeure sourd aux revendications de l'aile agricole du PDC (une bonne quinzaine de parlementaires fédéraux sur un groupe de soixante). Mais il veut décrocher, désenchevêtrer, défaire un bout du système — avec effet de se mettre tout le monde à dos pour organiser l'une de ces épreuves de force dans lesquelles son énergie et sa réglementation se démultiplient encore (aïe!).

DÉRAPAGE CONTRÔLÉ

Et pour amorcer le processus, rien de tel que le dérapage contrôlé du vocabulaire: au lieu de revenu paritaire, on parle désormais de revenu «comparable». Jolie inflexion terminologique, par laquelle on veut rompre avec la méthode traditionnelle de la «comparaison paritaire». Finies les acrobaties méthodologiques permettant de mettre en regard le produit du travail agricole et le salaire-horaire de l'ouvrier d'usine. Désormais, on comparera le comparable, en incorporant des éléments oubliés jusqu'ici malgré leur importance pour l'appréciation des véritables conditions de vie à la campagne. Moyennant quoi, grâce à l'addition de l'intérêt du capital propre ou de «facteurs exprimant la qualité de vie», le revenu paysan va prendre l'ascenseur, et se trouver à un niveau tout à fait comparable à celui des salariés. Fallait y penser et oser le dire. A noter qu'il y a sans doute encore de la marge du côté des avantages fiscaux concédés, de droit ou de fait, aux exploitants agricoles...

UNE FISSURE

Mais il y a mieux: tandis que le Sixième rapport se prononce comme les précédents contre la généralisation des prix différenciés selon les conditions de production, les conclusions signalent que «les pos-

sibilités d'échelonner les prix de produits dont la commercialisation est centralisée sont à l'étude» (par exemple dans le cadre de la préparation du futur nouvel Arrêté sur l'économie laitière). Voilà toujours une statue de plus dont le socle se fissure. Et d'ajouter que l'aide à l'agriculture de montagne — autre cause sacro-sainte — ne peut plus s'accroître indépendamment de la situation des finances fédérales (refrain connu des défenseurs des acquis sociaux, mais plutôt nouveau pour des oreilles paysannes). Et pour que tout soit clair: le Rapport ajoute que «de toute manière, il s'agit de faire preuve de retenue et de fixer certaines limites».

On croit entendre l'écho d'interventions faites ces dernières années aux Chambres fédérales, par les tenants de l'orthodoxie budgétaire, par les défenseurs ultras des consommateurs (en gros les porte-parole de l'aile non écolo, donc proche de Migros, de l'Alliance des Indépendants), et par un certain coopérateur nommé Otto Stich, paradoxalement élu en décembre dernier par une Assemblée fédérale fraîchement renouvelée et plus agricole que jamais.

Les réactions enregistrées dès la parution du Sixième rapport sont dans l'ensemble positives, y compris dans la presse agricole. Le secrétariat des paysans suisses a pourtant fait tout de suite connaître son opposition au chapitre concernant la politique du revenu. Et a émis quelques réserves à propos de la mise en œuvre d'autres mesures envisagées. Avertissement probablement donné en vain: M. Furgler ne l'entendra pas, tout occupé qu'il est à son duel avec les industriels à propos de la garantie contre les risques à l'innovation. Et si, comme certains lui en prêtent l'intention, le doyen de fonction du Conseil fédéral quitte l'Exécutif à la fin de sa troisième année de présidence, le radical qui devrait lui succéder à la tête de l'Economie publique saura gommer les passages délicats du Sixième rapport sur l'agriculture. Le calme revien-

dra sur les campagnes — et surtout dans les officines agricoles de Brougg et d'ailleurs.

Le lobby du conservatisme agricole peut commencer à rassembler les premiers documents pour le septième rapport, qu'on pressent déjà tout empreint de résignation et de contentement.

NB. Malgré l'excellence de la documentation statistique fournie par le Sixième rapport, il y manque quelques-uns des tableaux fournis en 1981 par Bruno Altermatt, dans son étude sur les effets de la redistribution engendrés par la politique agricole suisse. D'où il ressortait que le système de financement actuel bénéficie davantage aux grandes exploitations qu'aux plus petites. Voilà qui aurait dû servir aux auteurs du Sixième rapport, tellement soucieux de privilégier l'exploitation familiale paysanne.

SPORTS

Le prix du spectacle

Le 8 juillet, au lendemain de l'assemblée des délégués de la Ligue suisse de hockey sur glace, «Le Matin» titrait son information: «Pas de vagues — Le petit monde du hockey sur glace suisse coule des jours tranquilles». On s'apercevait, pourtant, à la lecture du compte rendu de la manifestation, que la réalité était sensiblement différente: les délégués avaient tout simplement renvoyé à plus tard l'examen des comptes déficitaires.

En fait, le bilan des pertes et profits est maintenant connu. Une commission d'enquête intitulée «Avenir» présente un dossier permettant à certains de parler de scandale et de réclamer des têtes. La situation financière est désastreuse. Un énorme découvert doit être amorti. Les clubs devront fournir des montants à fonds perdus. Le pourront-ils? Quelques notes.

Le club de hockey de Bienne a accusé une perte de 315 000 francs pour la saison 1983/1984 — la pre-

mière équipe (Ligue nationale A) a coûté 1 million et demi.

Le club des patineurs de Berne (Ligue nationale B) a réalisé pendant la même saison 1983/1984 un bénéfice de 6000 francs, mais c'était le premier résultat financièrement positif depuis plusieurs années!

Pour retrouver la modestie, il faut descendre en deuxième ligue où le Star-Lausanne se contente d'un budget de saison de 20 000 francs pour cinq équipes (II^e ligue, IV^e ligue, juniors et école de hockey pour les moins de treize ans).

Et il faut bien l'admettre: il n'y a pas que le hockey où les finances des clubs et des fédérations sont difficiles à équilibrer.

En football, le FC Zurich a enregistré une perte de 60 000 francs en 1983. Le Servette doit trouver des recettes pour un budget annuel de plus de 3 millions. Le SC Zug avait environ 600 000 francs de dettes à la veille de la saison actuelle et un budget prévoyant un déficit de 500 000 francs pour cette saison.

D'accord, le Grasshopper Club a réalisé un bénéfice de 236 500 francs, mais combien d'autres clubs peuvent en dire autant? En tout cas pas Yverdon Sports dont l'ascension en ligue B pose pas mal de problèmes financiers.

On comprend dès lors l'activité du lobby sportif des Chambres fédérales entraîné par Adolf Ogi pour s'opposer aux réductions de subventions. Ici, le «moins d'Etat» n'est pas de mise!

On comprend aussi l'impérieuse nécessité de la chasse aux mécènes qui s'organise partout — mais y en a-t-il assez pour la centaine de sports pratiqués en Suisse? Il y aurait là un sujet de méditation pour ceux qui veulent créer une «science des sports» (Sportwissenschaft), selon l'expression utilisée par M. Kurt Egger, nouveau directeur de l'institut d'éducation physique de l'Université de Berne («Der Bund» 2.2.84). Peut-être les animateurs de l'Association suisse des sciences appliquées aux sports y consacreront-ils une de leurs prochaines journées d'études.

Le Pen pris au mot

Comme il fallait s'y attendre, l'annonce de la visite en Suisse du leader français d'extrême droite, Jean-Marie Le Pen a provoqué son lot de remous et de polémiques. L'arrivée sur le devant de la scène politique de cet homme dont les supporters, outre-Jura, ne cachent plus leurs convictions, brouille les cartes, piège les discours, déqualifie les professions de foi: où les plus fervents partisans de la tolérance démocratique se retrouvent à réclamer une muselière pour Le Pen, où les défenseurs de la liberté d'expression se découvrent des penchants autoritaires, où la droite classique manifeste ses connivences avec des groupes résolument racistes. Et au milieu de ce charivari, Le Pen encaisse les dividendes électoraux du bruit provoqué par ses apparitions ou celles de ses amis. Davantage même, il se paie le luxe de déposer plainte en jus-

tice chaque fois qu'il s'estime «atteint dans son honneur». Avec succès, le plus souvent.

A une autre échelle, la même confusion a gagné la Suisse, à peine annoncé le voyage de Le Pen dans notre pays. Réactions compréhensibles, honorables, justifiées d'indignation, mais facilement court-circuitées au nom même des principes brandis par des opposants bien intentionnés. Toujours le même scénario.

C'est que Le Pen, c'est son droit, exploite le pluralisme démocratique jusqu'à la corde, et non seulement joue sur les mots, mais s'amuse avec les faits et l'histoire: prouvez-le, démontrez-le, raciste? antisémite? nazi? définissez, citez, précisez! Et dans la dialectique, juridique au besoin, s'enferment les bons sentiments.

A ce titre, le document publié cette semaine par «Le Nouvel Observateur»¹ est d'une importance cruciale. Nous le reprenons pour sa valeur exemplaire sur le fond et sur la forme.

Une plainte en diffamation de Le Pen, parmi

d'autres, arrive devant la justice, plus précisément devant le tribunal correctionnel d'Amiens, présidé pour l'occasion par M^{lle} Virotte-Ducharme. Cité à comparaitre, «Le Courrier picard» qui publiait en février dernier une interview de Jean-Pierre Garcia, responsable du Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP), interview pour laquelle Le Pen demande cent mille francs de dommages et intérêts.

M^{lle} Virotte-Ducharme s'en tient à des faits et juge, après audition des témoins et des parties. Une leçon. Bien davantage encore qu'une leçon judiciaire: une approche de la réalité sociale et politique qui devrait faire école.

¹ Les notes de la rédaction (NDLR) incorporées dans le fac-similé ci-contre sont donc dues au «Nouvel Observateur» lui-même. Dans ce même numéro de l'hebdomadaire français (n° 1044), décidément d'excellente cuvée, entre autres un dossier sur les Français et l'argent («Argent caché: les nouvelles planques») et des extraits d'un journal inédit de Mendès France.

POINT DE VUE

Ponce Pilatus Porter et supporters

Qu'est-ce que cette démocratie confidentielle? Le rapport attendu a été remis au Conseil fédéral qui, précise la radio, décidera, ou non, de le publier.

Qui est «le Souverain»? Qui décide?

Le Conseil fédéral? Son Excellence Monsieur le Conseiller fédéral chef du Département militaire fédéral?

Les cochons de payants? Ceux qui paient de leur honneur (nous), ou ceux qui paient de leur vie (les autres)?

Edmond Kaiser

EN BREF

La maison des congrès de Zurich a depuis peu une salle de jeux. Est-ce pour mieux aider la population à digérer la débâcle financière qui a marqué la rénovation de ce «Kongresshaus»? La nouvelle majorité qui prétend diriger Zurich depuis quelques années n'en sortirait pas grandie.

* * *

L'édition alémanique de «La Brèche» vient de révéler que la Fondation Landis & Gyr, créée en 1971 par l'entreprise portant ce nom, verse une contribution annuelle de 20 000 francs aux partis ayant un groupe parlementaire au Grand Conseil de Zoug. Selon les calculs de «Bresche», le Parti démocrate-chrétien a reçu jusqu'ici 130 000 francs, le Parti radical 100 000 francs et le Parti socialiste 30 000 francs. Interrogé par la «Tages-Anzeiger»

(10.11), le président radical a indiqué le nom d'autres entreprises qui versent des contributions aux partis zougais, par exemple Coop et la Banque Cantonale de Zoug.

* * *

Une navrante coquille s'est glissée dans le texte de première page du dernier numéro de DP (750), «Un joujou patronal»; une coquille à vrai dire tellement évidente qu'elle n'a pas pu tromper nos lecteurs... Rectifions tout de même. Nous avions écrit: «Voyez, à la fin du mois d'octobre dernier, la très patronale Société pour le développement de l'économie suisse aux prises avec une croissance «réelle» enregistrée de 1% en 1983, et une amélioration prévue pour cette année, avec une baisse comprise peut-être entre 2 et 3%!» Nos lecteurs auront bien sûr compris qu'il s'agissait, non pas d'une baisse, mais d'une hausse (amélioration!). Toutes nos excuses.

« **A** l'audience publique de la 3^e chambre du tribunal de grande instance, séant à Amiens (Somme), du 31 octobre 1984, tenue pour les affaires de police correctionnelle par Mademoiselle Virotte-Ducharme, vice-président du tribunal, président l'audience, Madame Lorphelin et Madame Chardonnet, juges. En présence de Madame Mouillard, substitut de Monsieur le Procureur de la République, et Monsieur Claubault, greffier, a été rendu le jugement ci-après :

Entre : 1) Monsieur Jean-Marie Le Pen, éditeur, né le 20 juin 1928 à La Trinité-sur-Mer (Mo:bihan), de nationalité française, demeurant 8, parc de Montretout à Saint-Cloud (Hauts-de-Seine) [...] et Joly Yvan Joachim Gaston [...], directeur de la publication du journal « le Courrier picard », prévenu de diffamation publique envers un particulier ; Garcia Jean-Pierre, secrétaire national du M.R.A.P., prévenu de complicité de diffamation publique envers un particulier ; Mabire Pierre Louis Ernest, rédacteur au journal « le Courrier picard », prévenu de complicité de diffamation publique envers un particulier, d'autre part, [...]

Le tribunal, après en avoir délibéré conformément à la loi, a statué en ces termes :

ATTENDU qu'à l'appui de son action Jean-Marie Le Pen expose que, dans l'édition du journal « le Courrier picard » du 20 février 1984, un article, consacré par Pierre Mabire aux propos recueillis auprès de Jean-Pierre Garcia, contient des commentaires diffamatoires à son égard, à savoir, notamment : « les propos de Le Pen sont, en permanence, une incitation au racisme, avec pour résultat très clair une élévation moyenne du niveau du racisme dans le pays » ; « les propos de Le Pen sont complices ou provocateurs à l'antisémitisme ou provocations au nazisme » ; « les élus d'Amiens connaissent trop bien le discours de Le Pen, ses paroles provocatrices au racisme et au nazisme ; ils savent que c'est un adepte de Franco et de Hitler » ;

ATTENDU que Jean-Marie Le Pen estime que de tels commentaires, qui tendent soit directement soit par insinuation ou amalgame à faire croire que son discours et plus encore sa pensée profonde participent d'une résurgence fasciste-raciste et même hitlérienne, portent ainsi atteinte à son honneur et à sa considération ; [...]

ATTENDU que Pierre Mabire et, au-delà de lui, « le Courrier picard », voulait, en donnant la parole à l'un des responsables des vingt et une organisations qui allaient manifester le soir

même, informer les lecteurs du journal sur une question brûlante d'actualité, touchant l'ensemble de la population amiénoise concernée par le refus de la municipalité de leur ville ; *[Celle-ci avait refusé de mettre une salle à la disposition du Front national. — N.D.L.R.]*

ATTENDU qu'en raison de la polémique suscitée par la venue éventuelle de Jean-Marie Le Pen à Amiens « le Courrier picard » se devait de fournir à ses lecteurs les informations nécessaires pour qu'ils puissent eux-mêmes apprécier la légitimité ou non de la décision de la municipalité ;

ATTENDU que les propos tenus par Jean-Pierre Garcia et reproduits fidèlement par « le Courrier picard » ne visaient nullement Jean-Marie Le Pen homme privé, mais le chef de file d'un courant de pensée politique ; que dès lors ce dernier ne peut s'offusquer de faire l'objet d'appréciations critiques et d'attaques même vives de la part de ceux qui récuseraient ses options politiques ;

ATTENDU que dans ces conditions Pierre Mabire, en recueillant les propos de Jean-Pierre Garcia, et Yvan Joly, en les publiant sans pratiquer de censure, ont rempli pleinement leur mission d'information ;

ATTENDU qu'il importe maintenant de déterminer l'exacte portée des seuls passages incriminés [...]

ATTENDU que le premier passage incriminé est ainsi conçu : « Les propos de Le Pen sont en permanence une incitation au racisme, avec pour résultat très clair une élévation moyenne du niveau du racisme dans le pays » ;

ATTENDU que ce texte ne porte pas d'appréciation sur le programme politique du Front national mais prend en considération la corrélation existant entre les propos tenus en permanence par Jean-Marie Le Pen et ses amis politiques et l'élévation moyenne du niveau du racisme dans le pays ;

ATTENDU qu'au sujet d'une des affiches de propagande du Front national — « Deux millions de chômeurs, c'est deux millions d'immigrés de trop. » — Jean-Marie Le Pen a précisé dans un article — « le Jeu des vérités » : « Je maintiens qu'il n'y a pas dans ce slogan d'incitation à la haine raciale ; simplement, il est évident que toute formule publicitaire, tout slogan, en particulier d'affiche, est forcément réductionniste, c'est-à-dire schématisé, synthétisé. C'est comme les effets de tribune. Les militants ne peuvent pas coller les pages de ce livre sur les murs explicitant les nuances de ma position par rapport aux conséquences de l'immigration incontrôlée. Quand nous utilisons une formule-choc d'affichage, c'est évidemment dans le but de susciter un

effet de surprise susceptible d'inciter à la réflexion. » — ;

ATTENDU que cependant force est de constater que les slogans — les « formules-choc » — du Front national suscitent spontanément les mêmes réflexions et font naître les mêmes associations d'idées, ce que vont parfaitement illustrer les témoignages suivants ;

ATTENDU qu'à la fête des Bleu-Blanc-Rouge du Front national, à la vallée des Peaux-Rouges, à Fleurines, dans l'Oise, les 18 et 19 septembre 1982, Jean-Michel Olle, rédacteur en chef du mensuel « Différences », a vu, exposée à la vente dans le stand des Rapatriés, une affiche ainsi libellée : « On recherche Mohamed Ben Zobi, citoyen algérien résidant illégalement en France. Cet homme est dangereux. Il peut tuer, violer, voler, piller, etc. Pour le trouver, inutile d'aller très loin... Autour de vous il y en a 1 500 000 comme lui. » ; [...]

ATTENDU qu'au cours de cette fête des Bleu-Blanc-Rouge un journaliste à la revue « Différences », Jacques Thévenot, a entendu le cri « *Dehors les bougnoules* », lancé par les spectateurs en réponse au discours de Jean-Pierre Stirbois citant un fait divers en ces termes : « *Le 27 juin, à Lyon, une vieille dame est agressée et dépourvue de son sac. Nom du délinquant : Mohamed Alaoui.* » ;

ATTENDU que le 13 février 1984, à la suite de l'émission télévisée « l'Heure de vérité », où Jean-Marie Le Pen était invité, les téléspectateurs n'ont pas hésité à téléphoner pour déclarer ouvertement être racistes ;

ATTENDU que trois journalistes — Laurent Ribadeau-Dumas, André Coderidge et Gérard Crignier — ont témoigné à la barre du tribunal que le 20 février 1984, lors de son meeting à Abbeville, Jean-Marie Le Pen, en parlant de l'émission télévisée « Vive la crise ! » animée par Yves Montand, en a rappelé une des scènes en ces termes : « *Vous savez, la scène où l'on voit les pouelles qui ne sont pas vidées : l'on y voit rôder des gros rats, des petits rats... et des ratons.* » ;

Que la foule assistant au meeting a compris aussitôt que sous le nom de « ratons » il fallait entendre « Arabes ». [...]

ATTENDU que le 2^e passage incriminé est le suivant : « *les propos de Le Pen sont complices ou provocateurs à l'antisémitisme ou provocations au nazisme* » ;

ATTENDU que ce commentaire ne tend pas à une quelconque assimilation du programme du Front national avec le nazisme et ne vise pas à le qualifier d'antisémite, mais à seulement pour objet de mettre l'accent sur son attitude complice ou provocatrice à l'égard de l'antisémitisme ou du nazisme ;

ATTENDU que ceci a été constaté par Francoise Berger, journaliste, lors d'un meeting du Front national à Paris le 14 mars 1984, quand elle a entendu les réactions de la foule aux propos tenus par le chef du Front national et par ses amis : « *Badinter, juif* », « *Simone Veil, au four crématoire* », « *Lustiger, à mort les juifs* » ; [...]

ATTENDU qu'à la fête des Bleu-Blanc-Rouge à Fleurines, en septembre 1982, le journaliste Jacques Thévenot a vu des jeunes gens faire le salut nazi à l'arrivée de Jean-Marie Le Pen, puis a vu la mère de l'un d'eux lui faire baisser le bras en lui disant : « *Tu ne vas pas déconsidérer notre mouvement aux yeux de tous les sous-marins qui sont ici.* » ;

ATTENDU que Jean-Michel Olle affirme à la barre du tribunal avoir vu des spectateurs faire le salut nazi lors du meeting d'Abbeville le 28 février 1984 ;

ATTENDU qu'il apparaît ainsi que le Front national laisse passivement de telles manifestations publiques liées à l'antisémitisme et à l'idéologie nazie se produire et se multiplier au cours de ses réunions politiques sans rien entreprendre pour les empêcher ou les stigmatiser ;

ATTENDU qu'enfin le troisième écrit incriminé et le quatrième qui le suit immédiatement sont ainsi rédigés : « *les élus d'Amiens connaissent trop bien le discours de Le Pen, ses paroles provocatrices au racisme et au nazisme ; ils savent bien que c'est un adepte de Franco et de Hitler* » ;

ATTENDU que Jean-Pierre Garcia en s'exprimant ainsi se borne à rappeler la raison profonde d'ordre politique et idéologique pour laquelle les élus d'Amiens ont refusé la salle au leader du Front national ;

ATTENDU qu'il n'a aucunement dénaturé la pensée du premier magistrat d'Amiens, qui dans une attestation adressée au tribunal précise notamment : « *est-ce donc exagéré de dire dans ces conditions que M. Le Pen est un adepte des théories et des régimes fascistes qui ont marqué si cruellement les dernières décennies ? D'autant que le Front national n'a jamais caché ses sympathies pour Hitler et Franco* » ;

Par ces motifs : le tribunal statuant publiquement, contradictoirement, en matière de police correctionnelle et en premier ressort :

relaxe les prévenus des fins de la prévention, reçoit Jean-Marie Le Pen en sa constitution de partie civile mais l'en déboute et laisse à sa charge les frais de son intervention ; condamne Jean-Marie Le Pen aux frais envers l'État. »

ENCORE UN CADEAU À LA ROUTE

Tarifs CFF: un goût de bouchon(s)

A moins que l'opposition ne s'organise sérieusement d'ici là, les tarifs CFF augmenteront en moyenne de 5% au 1er mai 1985, avec une fleur aux écoliers dont l'abonnements augmentera lui de 10,8%. Comme d'habitude, l'annonce de cette nouvelle hausse a suscité quelques remous et les plus perceptibles ont d'ailleurs été ceux de la Fédération suisse des cheminots (SEV) dont les membres côtoient il est vrai journallement la grogne des usagers...

Les tarifs CFF sont-ils trop chers? Ça dépend! Si le prix de la mobilité doit être assumé entièrement par celui qui en use, alors c'est non puisque le prix du billet ne couvre pas tous les frais. Si c'est par comparaison à la voiture, c'est encore non puisque, contrairement à une croyance fort répandue, il est nettement moins cher de se déplacer en train qu'en voiture. Et c'est encore non si l'on observe l'évolution des tarifs CFF: comme le prix du pain, des cigarettes ou du litre d'essence, ils ont doublé depuis 1970.

Pourtant, les tarifs CFF sont trop élevés et l'annonce de cette nouvelle hausse moyenne de 5% est un couac monumental.

LES PRIX ET LES COÛTS

Et d'abord, il faut bien le dire (et le répéter!), la vérité des prix ne sert à rien si l'on ment sur les coûts...

En l'occurrence, les CFF veulent pratiquer la vérité des prix. Bravo! Mais dans ce cas, faisons les choses dans l'ordre: commençons par appliquer la vérité des coûts, par exemple en mettant à la charge des automobilistes les coûts qu'ils occasionnent et en particulier les coûts sociaux (conséquences des

accidents, de la pollution, etc.) qui s'élèvent à quelques bons milliards de francs pour notre pays. Après cet exercice délicat, on pourra reparler de la vérité des prix (y compris de celui du litre d'essence!).

Mais la politique des transports ne saurait se résumer à des considérations comptables. Si nous tenons à améliorer notre cadre de vie et à préserver notre environnement sans diminuer notre mobilité, il n'y a pas d'autre solution que d'inciter la population à utiliser davantage les transports publics. Or, même si les dirigeants des CFF sont d'un autre avis, il y a de bonnes raisons de penser que les tarifs peuvent jouer un rôle non négligeable:

ATTIRER LE CLIENT

1. En juin 1979, les chemins de fer suédois ont procédé à une refonte complète de leur système tarifaire, accordant des réductions pouvant atteindre 50% pour certains types d'abonnement. Résultat: une amélioration sensible de l'image de marque des chemins de fer et une augmentation moyenne de la clientèle de 25%, soit 1 milliard de voyageurs-kilomètres. Selon les enquêtes effectuées, les 60% de ces déplacements auraient été effectués en voiture individuelle si les tarifs réduits n'avaient pas existé!

2. L'abonnement écologique offert depuis le début de l'année par les entreprises de transports publics bâloises fait un véritable tabac: 55 000 abonnements vendus chaque mois, au lieu de 30 000 auparavant, plusieurs milliers d'automobilistes reconvertis et une opération plus que supportable sur le plan financier grâce à l'augmentation de la clientèle.

3. L'offre pourtant peu spectaculaire du billet à demi-tarif en soirée introduite en avril 1983 a provoqué une augmentation moyenne de 40% de la clientèle sur les douze lignes soumises à l'essai. Mais la formule vient d'être abandonnée: «l'augmentation des voyageurs n'a compensé qu'à 73%

les pertes de recettes découlant de la réduction de prix» argumentent les CFF!

4. Faut-il également rappeler l'opération à 5 francs testée le dimanche du Jeûne fédéral? Les CFF — dans leur aveuglement — n'y croyaient pas. On connaît le résultat: des colonnes interminables aux guichets, des trains occupés jusque dans les fourgons, les stocks de billets épuisés avant la fin de la journée, etc.

Rappelons enfin, même si ce n'est pas un argument péremptoire, que lorsque l'on demande aux gens ce qu'ils pensent des tarifs CFF, 58% d'entre eux répondent qu'ils sont trop élevés.

Les CFF, eux, n'y croient toujours pas. Surtout, ils ne veulent pas savoir. Ainsi, ceux qui ont visité «la grande parade des CFF» étaient invités à remplir un questionnaire comportant une trentaine de rubriques, mais pas une seule relative aux tarifs! A la question «quelles conditions devraient être remplies pour que le chemin de fer soit utilisé plus fréquemment», il était possible de répondre «horaire plus dense», «meilleures correspondances», «temps de parcours moins longs», «moins de changements» et «meilleur confort». Curieusement, les sondés des CFF ont «oublié» la rubrique «tarifs plus avantageux». Quel manque de curiosité!

Aux CFF, on a l'ivresse des chiffres. Mais pour l'utilisateur et surtout l'utilisateur potentiel, les tarifs commencent à sentir le goût de bouchon...

MOTS DE PASSE

Apocalypse

Après le déluge,
Reagan;
et après Reagan,
Reagan.

Hélène Bezençon